C.I.R.A

L'INSURGÉ

ORGANISATION
REVOLUTIONNAIRE
ANARCHISTE

9

MAI 1970 - 1 F

LES « CASSEURS » DE GREVES SERONT LES PAYEURS !

De plus en plus le gouvernement tente, à travers les voies légales de résoudre le dilemme qui se pose à lui depuis la formidable explosion de Mai 1968 : constater l'impasse actuelle du système, dont Chaban-Delmas s'aperçoit que l'espérance « suédoise » n'est en fin de compte qu'un faux fuyant - ou relancer un capitalisme dur capable de faire respecter par la force, les règles de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La nouvelle loi scélérate, même amendée, est un test pour mesurer la réaction du pays et celle des partis et syndicats. Elle a également pour effet de reprendre en mains la situation et c'est là son aspect essentiel qui est le signe flagrant d'un processus révolutionnaire dont les jalons seraient Mai 68, la série de grèves sauvages qui déferlent sur la France et la tentative d'organisation offensive du mouvement révolutionnaire.

Le pouvoir a choisi la fascisation, le recours à la violence, légale ou non.

L'opposition parlementaire ne s'y est pas trompée, qui a aussitôt profité de l'aubaine pour dénoncer le gouvernement. Le P.C. qui est le premier à préconiser une attitude violente vis-à-vis des gauchistes et anarchostes, a saisi l'occasion pour rassembler ses frères ennemis autour de lui (Parti socialiste, P.S.U., etc...) et ainsi récupérer le spectacle parlementaire pour influer sur la rue. Cet éternel double jeu qui consiste à faire des pirouettes au Parlement et de la démagogie dans la rue, semble plaire aux francs-maçons, libres-penseurs et autres démocrates de tous bords qui font attention à leur liberté individuelle.

Cependant, il faut bien voir les choses. Quand les C.R.S. interviennent à Nanterre, ils « cassent » (non seulement les voitures) la volonté des étudiants de définir par eux-mêmes la fonction et le rôle de l'Université sans main-mise du Pouvoir, ils vont contre la loi. Quand la C.G.T. stoppe une grève contre l'avis des travailleurs sous prétexte qu'elle seule à la représentation et la responsabilité des luttes ouvrières, elle « casse » la volonté révolutionnaire des travailleurs pour laisser la place libre à l'entreprise du Capital et de l'Etat et cautionne par là-même le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Or, la législation est l'instrument de la classe dominante et de ses alliés (P.C., C.G.T., démocrates, progressistes...). C'est le mouvement révolutionnaire qui est essentiellement visé, c'est-à-dire le mouvement ouvrier qui a redécouvert les voies de l'action directe, de la revendication globale, du refus de l'intégration pour véritablement poser en termes offensifs le problème de la Révolution Sociale.

Cette nouvelle loi scélérate prouve donc que la fascisation du régime est maintenant une réalité. Le mouvement révolutionnaire doit savoir que si le régime en vient à de tels actes, c'est parce qu'il connait ses faiblesses et qu'il sent le détachement de plus en plus grand des masses envers un gouvernement qui n'arrive même plus à contrôler ses propres troupes.

L'O.R.A. refuse donc l'alternative du Pouvoir : participation à la survie du capitalisme ou « délinquance ». Le problème est politique et non pas juridique, sieur Léon Hamon. Quand nous répondons par la violence révolutionnaire à la violence du Pouvoir, il ne s'agit pas d'actes délinquants mais d'actions politiques appuyées par une partie des travailleurs qui apporte son soutien au mouvement révolutionnaire.

Actuellement, il faut savoir qui est fasciste et qui ne l'est pas. Ceux qui apprécient cette loi le sont ; ceux qui la condamnent verbalement mais qui dans les faits, l'appliquent le sont également.

Vive l'Unité Révolutionnaire contre le Fascisme

VIVE LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Le réformisme technocratique

A l'heure du manifeste du parti radical, du programme du P.S.U., des thèses du P.C.F., des différents projets de la gauche, le technocratisme est à l'honneur. Et ces idéologies, rêvant à la prise du pouvoir, ne sont pas seules à préconiser des réformes profondes dans les structures de la production et l'organisation du gouvernement.

Mais il ne faut pas s'y tromper : « la nouvelle société », « la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » et toutes les propositions de changement sont issues de la même veine. Quant aux buts et aux moyens pour y arriver, ils ne diffèrent pas beaucoup non plus.

1) La bourgeoisie au pouvoir : ici le problème est simple. Le plus sûr moyen pour ne pas perdre sa place est de s'appuyer sur une base la plus large possible. D'où les avances allèchantes de Chaban-Delmas aux ouvriers en leur offrant la participation aux bénéfices, ou des actions. Chacun devenant un petit captialiste n'aura plus envie d'abattre le grand capital qui le nourrit ! La mise en place du système technocratique a besoin d'une façade politique : mirage d'une société à la suédoise, politique extérieure, battage autour de l'Allemagne et bourrage de crânes en tous genres. Les dirigeants actuels veulent se faire passer pour des sociaux-démocrates.

2) La bourgeoisie et la petite bourgeoisie qui cherchent le pouvoir : là aussi la solution-miracle est proposée. Changeons le mot « actionnariat » par « cogestion » et nous nous retrouvons avec la même société que propose le pouvoir actuel. Ce genre de programme allèche particulièrement les intellectuels et les cadres en rupture de classe qui se demandent avec intérêt si le P.S.U. et les radicaux ne peuvent les aider.

3) Le Parti Communiste : là le programme est plus flou. Pour le moment, le stalinisme vit sur l'acquis de cinquante ans mais la bureaucratie s'essouffle et si les solutions proposées font sourire, elles impressionnent encore baucoup. Peu à peu, le P.C.F. se cantonne dans son rôle de parti d'opposition, clairvoyant, résistant aux provocations et, tout aussi lentement, il accepte d'être un parti de coalition pour mettre bas le gouvernement en place et le supplanter avec quelques compéres de même acabit que lui. Le symptôme le plus visible de sa décomposition est la tentative de Garaudy. S'il a été critiqué, tancé et finalement rejeté, on a tout de même écouté. Ce brave camarade veut aller trop vite. Le P.C.F. a renoncé à la révolution mais il ne peut paraître trop réformiste du jour au lendemain.

Il y a plusieurs causes à ces différents revirements.

Pour la bourgeoisie d'abord. En France, le capitalisme à du mal à passer de l'étape de capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste. Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part, le capitalisme industriel en France n'a jamais été prédominant dans sa classe. Depuis un siècle, la bourgeoisie française est dirigée par une aristocratie banquaire et ces banquiers préfèrent investir dans d'autres pays plutôt que de favoriser le développement intensif de l'industrie française. Qui dit industrie, dit travailleurs exploités. La bourgeoisie française craint depuis cent ans cet affrontement.

Malheureusement, l'industrie française n'est plus compétitive face à l'Allemagne, l'Italie ou au Japon. Auparavant les dirigeants avaient recours aux tractations financières pour sauvegarder leur prestige et leurs intérêts ; ils s'appuyaient sur la petite bourgeoisie et sur les paysans. Aujourd'hui ces deux alliés sont mécontents et le passage s'avère de plus en plus difficile. Le remède miracle semble être le réformisme technocratique. Il permettra de museler les travailelurs et d'assurer la survie du capitalisme.

Pour la bourgeoisie le but semble clair : il s'agit de mettre sur pied, le plus rapidement possible, un moyen de récupérer les travailleurs. Il n'est pas besoin d'être prophète pour s'apercevoir que les syndicats jouent un rôle primordial dans cet objectif. La tentative d'implantation des contrats de progrès en est la preuve. La concentration industrielle ne fera qu'accentuer ce phénomène, puisque chaque contrat portera sur une plus grande échelle.

Dans l'autre camp le but est similaire. Il faut arriver au pouvoir. Pour le uns, c'est le parlementarisme (pour les radicaux et dans une certaine mesure le P.C.F.) ; pour les autres l'action « révolutionnaire » et enfin le parlementarisme. Mais à aucun moment, ni dans leurs projets, ni dans leurs thèses, ni dans leurs programmes, ils ne remettent en cause la structure profonde du capitalisme. Le centralisme autoritaire

De la décadence du gauchisme

La crapulerie qui a fait les organisations trotskystes et les opportunistes du P.S.U. se joindre (1) aux ganaches réformistes bourgeoises du Parti Socialiste et de la Convention des institutions Républicaines (regrettant le refus de se joindre à eux du flic Marchais), dans un meeting tenu le 18 mars à la Mutualité contre la «répression» et «l'atteinte» aux libertés ouvrières et démocratiques », témoigne bien de la volonté de tous ces « révolutionnaires » de grimper le plus tôt possible sur la scène du spectacle politique bourgeois.

Nous avions déjà bien des raisons de penser que les vélléités présidentielles des récupérateurs de Mai 68 (Charléty) - Krivine-Rocard - cachaient mal, (on peut toujours écrire que les élections sont une farce), leur volonté réelle de profiter des avantages que procure le « Palais-Bourbier ». Nous sommes maintenant édifiés.

Malheureusement cette pratique va de pair avec une condamnation de l'action directe et de la violence révolutionnaire des masses, méthodes extra-parlementaristes qui caractérisent tout mouvement révolutionnaire.

Ainsi, le couple Krivine-Rocard, qui se lamentait sur la répression, ne laisse pas passer un jour, sans matraquer la presse et la radio bourgeoises de communiqués (2) condamnant la violence des anarchistes et spontanéistes, s'associant ainsi à la campagne d'intoxication faite par la bourgeoisie. Que cette attitude ne puisse déplaire au pouvoir, n'étonne plus quand on voit l'audience qui leur est faite : ils servent effectivement la répression et en reprenant la propogande de tous les réactionnaires et en divisant le mouvement révolutionnaire. Il ne reste plus à Marcelin qu'à frapper les brebis galeuses soigneusement écartées du bon troupeau, sachant très bien qu'aucune réaction de solidarité ne sera déclenchée. C'est ce qui est arrivé à Le Dantec et à d'autres. On peut ainsi sourire lorsqu'on voit Krivine et sa bande « s'émouvoir » devant l'arrestation du directeur de la CAUSE DU PEUPLE.

Il ne s'agit que d'une volonté à vouloir tout récupérer.

L'exemple de Nanterre, ou les révolutionnaires par leurs méthodes radicales **d'agitation** et leurs répliques violentes aux provocations flicardes ont effectué un travail politique aussi efficace qu'intéressant en démasquant le véritable caractère de l'Université capitaliste, a été édifiant sur ce point.

L'avidité avec laquelle les bureaucrates de tous poils qui magouillent dans cette putain d'U.N.E.F. sont accourus de partout pour casser le travail accompli, démontre bien leur incapacité à faire quoi que ce soit de positif.

Le refus de débanaliser le campus infesté par la pègre casquée, alors que le mouvement était en position de force et que la majorité des étudiants découvraient leur révolte, a été dénoncé par ceux-ci au moyen du mépris qu'ils ont opposé au vasouillard meeting tenu contre la « répression ». La magouille politicarde a encore une fois remplacé l'action directe. La violence que tous ces gens condamnent, même lorsqu'elle est juste et nécessaire, ne les effarouche plus lorsqu'elle peut être comptabilisée et moyennable.

Il est à noter qu'indirectement cette attitude rejoint largement celle du P.C.F. qui, le 31 mars, par l'intermédiaire du stalinien Marchais appelait ouvertement à la répression gouvernementale et à la dissolution de tous les groupes « extrêmistes » « fascisto-gauchistes ».

Dans un cas comme dans l'autre la récupération du mécontentement de la petite bourgeoisie, entretenu par la presse et « l'information » aux mains de la grande bourgeoisie, en l'attisant et en s'en faisant la complice, rappelle des méthodes Gaullisto-poujadistes, sinon fascistes...

(1) « A l'exclusion volontaire des groupes anarchistes et prochinois » comme le notait LE MONDE du 20 mars 1970.
(2) Voir celui du 28 mars dans LE MONDE particulièrement sénile.
(3) Crèche sauvage, travail auprès des travailleurs étrangers du bidonville...

La contestation

Le gouvernement se sent soulagé. Les mouvements contestataires des petits commerçants et des artisans sont décidés à rentrer dans la légalité, à jouer le jeu du dialogue et de la concertation.

Déjà beaucoup y croyaient, les petits commerçants se mettaient en branle, malmenant l'administration à Bourgoin et, de fil en aiguille, faisaient leur opération « poisson d'avril ». On commençait à les prendre pour des révolutionnaires en puissance. En réalité le mouvement a révélé sa teneur véritable.

Malgré les déclarations enflammées de Nicoud et de quelques autres, on sentait que le mouvement ne pouvait pas se dépasser lui-même.

Les revendications étaient bien précises au début - elles le sont toujours -. Elles concernent toujours le petit commerce et jamais la contestation n'a débouché sur une critique de l'Etat et de son administration en tant que tels. Elles n'ont jamais remis en cause la structure profonde des moyens de distribution ; les artisans et les commerçants qui barraient les routes et se mettaient en grève, vilipendaient l'Etat mais attendaient tout de lui. Jamais dans leurs déclarations on ne trouve trace d'autres points de vue qui sortent de leur intérêt corporatif (patentes, sécurité sociale, etc...).

S'ils décrièrent les magasins à grandes surfaces, c'est seulement parce qu'ils perdaient de la clientèle et n'avaient pas trouvé le moyen de s'intégrer au système. Par contre, ils ne dénoncent pas les avantages de leur situatuion et n'entament pas une critique globale de la société ; jamais ils n'ont dit qu'ils étaient prisonniers d'un processus qui les condomne à disparaître du fait de l'avancement et du progrès du capitalisme.

Ils sont comme la grenouille de la fable qui voulait devenir un bœuf. Ils veulent que le système capitaliste s'occupe d'eux et leur donne une bonne place car ils ont des structures mentales de capitalistes.

Quant à la forme d'action employée, si elle a toute notre sympathie, car c'est la seule qui soit radicale, elle s'explique facilement par la colère d'une classe, qui se sentant déclassée et flottante, a voulu se raccrocher aux wagons.

Ce sont les représentants les plus typiques d'une fraction de la petite bourgeoisie qui ne s'accepte plus telle qu'elle est. Socialement et politiquement elle perd de son importance. Le capitalisme industriel et banquaire n'a plus confiance en elle.

Cette manifestation violente n'est qu'une manifestation de la peur. Si le pouvoir n'avait pas laissé les choses s'envenimer il n'y aurait pas eu de difficultés avec eux. Leur « action directe » dépasse le cadre de leurs revendications et cela le C.I.D. et l'U.N.A.T.I. le savent et n'ont plus qu'un désir : rentrer dans « la légalité républicaine ».

Il faut expliquer aussi la chute brusque de leur colère : face aux gauchistes ils ne veulent pas être considérés comme des casseurs et conservent une attirance instinctive vers l'ordre et la loi.

Il faut se méfier de ce genre de mouvement. Il ne sera jamais un allié total des révolutionnaires même si leurs actions peuvent paraître l'être.

La colère peut soulever des individus sous n'importe quelle idéologie (coups d'état militaire, commandos fascistes). N'importe qui,au nom de n'importe quoi peut pratiquer la contestation violente.

Il est nécessaire de savoir faire des distinctions. Si nous sommes pour l'action directe, un mouvement révolutionnaire ne doit pas sombrer dans l'action pour l'action sous peine de se noyer.

POUR UN 1er MAI DE LUTTE DE CLASSES

Avant de devenir un des animateurs du mouvement ouvrier français, en créant et en animant le premier organe central de la C.G.T. : « La Voix du Peuple », Emile Pouget (qui contribua à faire de la journée du 1er Mai une date où, plus d'une fois, ceux de la « Haute » eurent une « chiasse » historique devant la combattivité et la menace du jeune prolétariat français), écrivait dans son « Père Peinard » du 29 Mai 1897, dans son style truqulant dont le fond caractérise bien toute l'histoire et toute la signification du 1er Mai :

« Voici le 1er Mai revenu et tout est calme, nom de Dieu ! d'un calme cadavérique. Un moment, le populo plaça une foultitude d'espoirs sur l'agitation faite annuellement à cette époque. La déception est venue. Les espoirs se sont évanouis. Et les chameaucrates jubilent du fiasco. Désormais, quand se ramène le 1er Mai, les Jean-Foutre de la Haute n'ont plus la chiasse : ce jour-là, ils dirigèrent aussi paisiblement que n'importe quand. Cré pétard, il n'en a pas toujours été ainsi ! Y'a quelques années le 1er Mai leur a foutu une sacrée trouille. Et turellement aussi, par la même occase, il a fichu du baume au cœur d'une kyrielle d'exploités... Il était entendu que ce jour-là, tous autant qu'on est, on s'occuperait de nos affaires personnelles et non des oignons de singe et des gouvernants. Ça nous changerait un peu, foutre !

Que l'on ne s'y trompe pas : le 1er Mai n'a jamais été une FETE, pas plus du muguet qui envoie les prolétaires à la campagne que celle du TRAVAIL, comme ont voulu le faire croire les guesdistes, les Hitler et les Pétain. Ils ont trouvé là une bonne voie de garage à une journée de lutte originelle tournée contre LE TRAVAIL ALIENE.

Il n'a jamais non plus été une journée de fraternité de classes, ou plus exactement des classes, comme ont bien voulu nous le faire croire les collaborateurs de classes de tous les temps. Au nom du PACIFISME et de la PAIX ils ont fait revêtir aux prolétaires l'uniforme des chairs à canons, défendant les intérêts d'une bourgeoisie qu'ils auraient dû combattre. La paix sociale et le pacifisme réconciliateur, ormis qu'ils n'ont jamais empêché aucune guerre impérialiste, ont permis à la bourgeoisie, aidée par des socialistes, communistes, réformistes, de museler ses adversaires de classe.

Au moment où le mouvement révolutionnaire renait de ses cendres, il ne peut que renouer avec la vieille taupe qui guida le 1er Mai d'antan, en se pénétrant d'abord du fait que si les mascarades, les défilés militaires, les slogans et les panneaux réclames, les fêtes du travail et les messe du travail, ont étouffé cette journée de LUTTE de classe, cela constitue une victoire de la bourgeoisie et une insulte faite au mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les révolutionnaires doivent donc briser le carcan, non en faisant de cette journée une journée du SOUVENIR - style ancien combattant - mais en la plaçant dans le contexte des luttes de classe actuelles ; non en lançant une journée de revendication bidon (comme le proposent les staliniens de la C.G.T. (1)) destinée à détourner les travailleurs des véritables revendications qui, elles, pourraient mettre le Pouvoir en danger, mais en répondant coup par coup à la politique terroriste d'intimidation de l'ETAT-FLIC ; en exigeant la libération des victimes de la répression bourgeoise ; en dénonçant la fascisation et le poliçage du régime et de ses sbires Marcellin et Marchais.

Renouer avec l'esprit du 1er Mai n'est pas suffisant : il faut renouer avec ses méthodes. Le renouement avec la tradition des 1er Mai qui peu à peu arrachèrent les 8 heures par la pratique de l'action directe (CHOMAGE VOLONTAIRE, SABOTAGES...) pratique qui développa l'idée de grève générale insurrectionnelle et la solidarité du prolétariat international.

En 1868, les ouvriers anarchistes de Chicago assassinés pour leur lutte menée pour les 8 heures et les innocents massacrés à Fourmies en 1891 ne sont pas morts pour rien ! Le prix du sang se paye ! Vive les grèves sauvages anti-syndicales des postiers américains qui ont fait trembler Nixon et ses milliardaires ! Partons à l'offensive contre les délateurs du mouvement ouvrier !

Vive le 1er Mai révolutionnaire ! Abolissons les processions syndicales !

Les pavés de la misère pour le Pape de la richesse

Les pavés de la misère pour le pape de la richesse ?

Les volontés sodomisatrices du pape, qui pensait pouvoir encore donner le change à la misère du peuple de Sardaigne, en lui proposant l'adoration de sa propre image, ont été mises en échec par la colère du peuple de Cagliari, indigné d'entendre le grand chef curé, propriétaire de richesses incalculables, élucubrer sur les richesses intérieures de la pauvreté.

Encouragés par l'action exemplaire (distribution de tracts, affiches, meetings, grèves de la faim), d'explication et de dénonciation sur le sens du voyage papal, de nos camarades anarchistes italiens séjournant depuis quelques temps dans les quartiers pauvres de Cagliari, les prolétaires en colère ont renvoyé au Vatican l'ignoble ecclesiastique. Protégé par les flics de la bourgeoisie, sous la pluie des pavés de l'athéisme, enfin traduit dans la pratique, la fuite papale a laissé derrière elle un nouveau mot d'ordre :

SOUS LES PAVES... LE PAPE !

(1) Cela ne veut pas dire que nous approuvions pour autant les bureaucrates réformistes de la C.F.D.T. ou de F.O. qui ont refusé cette proposition, prouvant par là leur trouille quotidienne face aux réactions de la base.

La perspective espagnole

La dernière offensive de l'Opus-Dei, qui coïncida avec la mise à l'écart de la phalange, est significative d'une volonté technocratique (même présentée sous un voile mystique) de réformer les structures sclérosées d'un capitalisme, actuellement aux mains des penseurs par trop dépassés par son évolution récente.

César M. Lorenzo donne les raisons de cette évolution dans son livre passionnant sur «les anarchistes espagnols et le pouvoir».

Après l'offensive de l'impérialisme U. S. sur la péninsule en 1951, comportant « une aide financière et l'installation de bases militaires américaines », l'année 1960 marque un « tardif essor économique se soldant par un accroissement de 7 % du produit national brut en 1964, de 8 % en 1965 ; une augmentation de la production industrielle de 11,6 % en 1964, liée à l'afflux de touristes (852 millions de dollars en 1964, 1.100 millions en 1965, 1.245 millions en 1966), aux investissements américains, allemands, japonais, etc... à l'émigration (en 1967 plus de 1.300.000 émigrants espagnols vivaient en Europe et 1.430.000 en Amérique Latine d'après les indications du directeur de l'Institu Espagnol de l'émigration qui à précisé que : « les fonds que ces émigrés font parvenir en Espagne constituent l'une des principales sources de l'économie espagnole », et à l'établissement de relations commerciales avec Cuba et les pays de l'Est (relations ayant entraîné notamment le développement de l'industrie navale).

Ce pas en avant de l'économie espagnole a pu faire croire aux modernistes du Pouvoir qu'au prix d'une apparente libéralisation interne, nécessaire pour s'ouvrir sur l'Europe, une collaboration avec les principales bourgeoisies européennes procurerait un intérêt certain.

C'est là la signification du dernier voyage du ministre espagnol des Affaires Etrangères à travers l'Europe, où, avant de venir relancer Debré sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, il s'est rendu au Kremlin afin, avait-il affirmé « de faire obstacle à l'action subversive menée aujourd'hui contre l'Espagne par le communisme », pensant ainsi que « l'établissement de relations officielles avec les pays d'où cette action est lancée, permettrait de se servir de moyens propres à la diplomatie pour y mettre fin »... (Le Monde du 13 Janvier).

Aussi Garaudy nous fait-il sourire quand il s'étonne que la Pologne « socialiste » ait conjointement avec les U. S. A. envoyé 286.000 tonnes de charbon dans les Asturies pour briser la grève des 35.000 mineurs en lutte contre le fascisme et le capitalisme espagnols.

C'est sur cette contradiction, entre la modernisation d'un capitalisme que l'on n'osait pas qualifier de sous-développé allant nécessairemment de pair avec une « libéralisation » (que les révolutionnaires espagnols s'empresseront de mettre à profit pour réaliser leurs objectifs) que César M. Lorenzo trébuche lorsqu'il énonce maladroitement : « l'étape d'une société de consommation panachée de démocratie bourgeoise ne sera pas néfaste cependant, car on voit mal comment les révolutionnaires parviendront à se faire entendre des masses tant que l'appareil répressif restera sur le pied de guerre ». Cette attitude repose encore et toujours sur le mensonge qui prétend que les ouvriers sont embourgeoisés. Il n'est qu'à regarder TOUTE L'HISTOIRE DU PROLETARIAT ESPAGNOL POUR SE CONVAINCRE DU CONTRAIRE, et cela depuis sa défaite apparente en 1939 jusqu'aux derniers combats que viennent de livrer les mineurs asturiens !

Révélatrice des difficultés que doivent affronter les ouvriers révolutionnaires espagnols, est l'attitude des staliniens du Parti dit Communiste espagnol. Depuis 1948, contre le fascisme, il préconise le recours aux tactiques d'utilisation des structures légales (notamment le syndicat vertical de la Phalange Franquiste) et leur vieux mot d'ordre de « réconciliation nationale » n'a rencontré que le mépris. Dans la pratique, cette tactique se traduit par une alliance avec les « ouvriers » catholiques et les phalangistes de gauche (qui dénoncent la droite au pouvoir tout en affirmant leur loyauté envers Franco), alliance qui va de pair avec des attaques et des calomnies perpétuelles contre les libertaires, les marxistes indépendants... tous ceux qui luttent dans la clandestinité.

Plus que jamais la ligne du P.C.E. s'affirme ouvertement réactionnaire. Pas plus qu'en 1936, il n'effraye le pouvoir et la bourgeoisie. Comme en 1936 il tente de s'allier aux classes moyennes et à la bourgeoisie « non monopoliste » : « Le P.C.E. déclare mettre tous ses espoirs dans une alliance des classes laborieuses avec la bourgeoisie moyenne et l'aile démocratique de l'oligarchie ». (Le Monde du 18 Février). Grâce à un noyautage rigoureux, le P.C.E. a tenté d'insuffler cette ligne dans les organismes démocratiquement élus par les ouvriers, qui sont spontanément apparus dans le vaste mouvement de grève qui mobilisa 100.000 travailleurs (Asturies, Pays Basque, Catalogne, Léon, Madrid, Andalousie) ; les commissions ouvrières ont vu leurs struc- par les pratiques bureaucratiques des staliniens, des phalangistes et des catholiques (seules organisations « ouvrières » tolérées par le régime : ainsi soit-il). Ainsi leur a-t-il ion at dud cm fvbg mdré bvbg bm m combativité originelle et leur radicalisme a-t-il permis aux récupérateurs de les faire valoir en tant qu'organismes permanents (à l'origine elles se dissolvaient dès que le conflit était terminé), jouant un rôle tampon entre la base et le syndicalisme officiel

(suite page 4)

La perspective espagnole

phalangiste (à la solde de l'Etat et du Patronat) pour manifester leur politique réformiste et s'insérer dans le légalisme. Ailleurs, là où la lutte n'en avait pas créé, des commissions ouvrières le furent de toute pièce par le P.C.E.

Malgré la pratique réformiste des staliniens-chrétiens et quoi qu'en dise Lorenzo sur l'embourgeoisement des ouvriers, les années 1967 et 1968 n'en ont pas moins compté plus d'un millier de grèves. En 1969, où le gouvernement a été obligé de décréter l'état d'urgence, 59,8 % des grèves ont été déclenchées pour des motifs politico-sociaux ou par solidarité, 18,7 % pour des revendications de salaires. Ces faits sont particulièrement édifiants si l'on sait que la grève est illégale en Espagne depuis 1940 et la répression particulièrement sévère.

Dans la presque totalité des cas, le même schéma se reproduit : les ouvriers, qui ont toujours les meilleurs raisons du monde pour se mettre en grève renvoient les syndicats verticaux qui essaient de s'interposer à leur trottoir, et se heurtent au silence du patron qui réplique par le lock-out, le licenciement et l'arrestation des « meneurs ». Ainsi les 35.000 mineurs asturiens en grève durant plusieurs mois (fin 69, début 70) non seulement n'ont vu aucune de leurs revendications satisfaites et n'ont touché aucun salaire, mais ont vu un millier d'entre eux licenciés, dont plusieurs centaines emprisonnés.

Le fait que les staliniens du P.C.E. aient refusé de participer à la grève, à laquelle le comité de solidarité ouvrière (composé de militants anarcho-syndicalistes C. N. T., socialistes révolutionnaires, U. G. T., C. R. A. S., U.S.O.) n'a pas empêché non seulement celle-ci de s'étendre à d'autres branches d'industries, comme en 1962 (métallurgie à Barcelone ; Pegasso, Madrid, Saragosse où les ouvriers ont entrepris le sabotage organisé de la production et des rendements, Pampelune et Seville...) mais de plus à montrer combien grande était la peur du P.C.E. devant tout mouvement révolutionnaire.

En Espagne, plus qu'ailleurs l'histoire est à divulguer : celle du pasé comme celle du présent. Le mensonge stalinien et la farce léniniste, n'ont pas encore trompé le prolétariat espagnol. Il reste aux anarchistes révolutionnaires à fouler aux pieds la tentation pour la bourgeoisie de se raccrocher à la supercherie d'une vie dans un confort accru au prix d'une « démocratie » aménageant l'exploitation et l'ennui de vivre.

Le réformisme technocratique

n'est jamais dénoncé ; la direction est donnée aux possesseurs du « savoir », l'autogestion se fera sous le contrôle d'un parti (P.S.U.), la planification économique sera faite par les technocrates. On ne parle jamais du rôle du travailleur. Les moyens de production seront la propriété de l'Etat et non la propriété collective autonome. Les moyens de distribution seront nationalisés et non socialisée. Ce ne sont que les exemples les plus frappants des différents programmes de la « gauche ». Pour les travailleurs, ces programmes peuvent être séduisants. Mais il faut qu'ils soient conscients qu'ils seront le prétexte à l'ascension au pouvoir de nouveaux maîtres.

Les technocrates ne forment pas une classe spécifique. Ils sont issus de la bourgeoisie mais ils naviguent selon leurs penchants naturels. La bureaucratie actuelle est sclérosée et les détenteurs du savoir revendiquent la place qui leur est dûe. Le pouvoir tend à se disperser, à ne plus être entre les mains d'un groupe de possédants mais entre celles de groupes de plus en plus vastes. Cette atomisation du pouvoir ne doit pas nous leurrer. Les technocrates sont essentiellement issus de la bourgeoisie et si un ne l'est pas, il est très vite récupéré par la classe dominante.

La place laissée aux travailleurs est mince, très mince. Pour les révolutionnaires conséquents, c'est-à-dire pour ceux qui pensent que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la seule façon d'intervenir, est de briser ce mouvement destiné à faire survivre l'exploitation de l'homme par l'homme, à continuer l'œuvre d'aliénation systématique. Il n'y a qu'un seul moyen : LA REVOLUTION SOCIALE.

Le programme que nous proposons, n'a rien à voir avec les précédents. D'abord, ce n'est pas avec des mots que l'on change le monde mais avec une pratique de vie spécifique. Nous refusons radicalement la cogestion ou l'autogestion sous la direction d'un parti : nous lui opposons l'autogestion sans contrôle autoritaire de quelque organe que ce soit. Face à tous les centralismes démocratiques ou non, nous opposons la libre fédération des groupes de production. Face à l'Etat qui perpétue la domination de classe et qui aliène l'homme, nous opposons la destruction de tout appareil autoritaire.

La seule chose qui compte aux yeux des révolutionnaires sincères, c'est la libération totale de l'homme aussi bien en tant que producteur qu'en tant qu'individu. Nous n'acceptons pas «les solutions de rechange», « les alternatives démocratiques ». Nous voulons que toutes nos pensées et tous nos actes tendent à l'émancipation totale de l'homme.

Des « Communes » allemandes aux « Gramdans » indiens

ou, de la «fuite» au communisme libertaire

En Allemagne, le mouvement révolutionnaire est surtout concentré dans les milieux universitaires, car du côté ouvrier il est d'une très grande indigence, malgré le tapage fait sur les fameuses grèves dites « sauvages » de l'automne 1969. En réalité il ne reste quelques ilots de vieux révolutionnaires que dans la Ruhr ou à Berlin. Dans les milieux universitaires, les révolutionnaires ont tendance à se regrouper en communautés (Kommune) suivant en cela l'exemple de la commune n° 1, celle-ci par ailleurs dissoute, (Langhans un de ses membres les plus connus faisant même dans les affaires musicales à Munich).

Quels sont les buts de ces communes ?

* Lutter contre les influences du « désordre capitaliste », en vivant d'une façon anti-autoritaire. Ceci dans tous les aspects de la vie quotidienne. Depuis les problèmes les plus faciles à résoudre : ainsi l'argent est mis en commun puis redistribué aux membres selon leurs besoins (et aussi selon les possibilités) jusqu'au problèmes les plus difficiles, tels les relations entre les sexes.

* Créer la solidarité parmi les membres de la commune, combattant ainsi l'égoïsme et l'isolement de l'individu dans l'ordre bourgeois, et préparant l'individu à vivre dans une société libre.

* Possibilité d'avoir des actions rapides, puisque les membres de la commune, vivant ensemble, arrivent à un certain niveau de compréhension et à un certain accord, ce qui leur permet de répondre vite et d'une façon solidaire à une incitation extérieure. Ce qui explique assez la forme d'action courante en Allemagne basée sur la petite intervention rapide pour dénoncer un aspect de l'aliénation (Noël, la religion, la « terreur de la consommation », l'autorité et la hiérarchie sous toutes leurs formes, etc...).

Mais cette vie en commun permet d'élaborer également des actions à plus longue échéance : ainsi, actuellement la grande mode en Allemagne est à la création de crèches anti-autoritaires (surtout à Berlin) où les enfants du quartier sont gardés par les membres de la commune. Ces derniers appliquent une pédagogie anti-autoritaire auprès des enfants et discutent avec les parents. Phénomène que l'on retrouve en France sous le nom de « crèches sauvages ».

* Ces communes se veulent ouvertes, les jeunes du quartier peuvent venir. Souvent ils y sont attirés par la musique pop et la drogue, plus que par une volonté politique précise. Il faut noter que dans l'ensemble le nombre des travailleurs dans ces communes est très faible.

Ainsi, à travers ce petit panorama qui ne se veut nullement complet, car en réalité chaque commune possède ses caractéristiques propres, nous pouvons assister au développement d'un mouvement où se retrouvent bien souvent des principes de vie libertaires. Si notre mouvement proprement dit est peu développé l'influence des théories libertaires est grande et nombre d'étudiants du S.D.S. se disent anti-autoritaires. (Avec la restriction que c'est souvent par rapport aux « excès » du bolchévisme.) On peut trouver maintenant en livres de poche des bouquins de Bakounine, Proudhon et des études sur le mouvement anarchiste.

Mais, ces tentatives, que l'on retrouve également en assez grand nombre en France, ne sont finalement que des « fuites » du style : « ne pas combattre la société, la quitter, s'en aller » (où ? Katmandou ?). Là, n'est pas, croyons-nous, la tâche d'un militant révolutionnaire. Son action doit porter dans la société aliénée (et qu'il sait aliénée), y lutter pour démystifier les idéaux et systèmes autoritaires, proposer et propager les bases du communisme libertaire pour la reconstruction de la société par les intéressés eux-mêmes et non par parti interposé. Et cette lutte se fait tous les jours sur les compagnons de travail, sur les consommateurs de lessives aux enzymes, de schmilblic, de tiercé, de liturgie, de métro-express, sur les voisins qui votent pour un maire qui a promis une piscine et de goudronner le trottoir en récompense de son élection. Cette lutte doit mener à la société libertaire, où la commune correspondra à une réalité. Elle ne sera pas plaquée là, superficiellement, sur une structure bourgeoise et finalement dépendante de cette dernière.

Ainsi, en Inde il existe à l'heure actuelle environ 60.000 sortes de communautés agricoles appelées « GRAMDAN ». Il se crée également des communautés industrielles appelées « BHOODAN ». Ces communautés sont groupées surtout dans le nord de l'état de Bihar (Nord-Est de l'Inde) et représentent 10 % des villages indiens.

Les paysans décidèrent de renoncer à la propriété privée, puis instituèrent dans chaque « Gramdan » une assemblée composée d'un représentant par famille. Cette assemblée élit un conseil de 5 membres ; il n'a aucun pouvoir pour prendre des décisions, promulguer des lois ou des réglements, il n'a juste qu'un rôle purement administratif. Organisé sur des bases communales, le village ou la localité commence par construire une coopérative-magasin où le troc remplace la monnaie. Tous les produits excédentaires, dépassant les nécessités de la communauté, vont à la coopérative qui constitue une réserve de deux ans de vivres, pour parer à toute crise éventuelle. Le reste de la production excédentaire pourra être exporté et vendu. Les gains ainsi obtenus seront déposés dans une sorte de banque communautaire : le « Gramkosh ». Dans les « Gramdans » déjà bien organisés, l'argent est devenu inutile à l'intérieur de la communauté. Dans le cas où un membre de la communauté doit effectuer un voyage ou acheter un objet qu'il ne peut se procurer par le troc, il reçoit, gratuitement, l'argent nécessaire. Cet argent n'a de valeur qu'à l'extérieur de la communauté. Le troc lui-même tend à disparaître. Tous les produits (aliments, vêtements, logements, etc...) sont distribués gratuitement. Le système est « auto-suffisant ».

La justice n'est pas un problème dans les « gramdans ». Toutes les communautés possèdent leurs propres tribunaux, qui ne sont pas reconnus par le gouvernement, mais auxquels les membres des communautés soumettent tous leurs litiges. Ces tribunaux sont compétents pour les affaires civiles et criminelles, y compris les assassinats, qui se produisent parfois. Il n'y a pas de prisons, ni de châtiments. Celui qui commet un crime contre la société doit aller vivre un certain temps, au contact des philosophes et des intellectuels, gens responsables qui peuvent le prendre en charge et lui prodiguer un enseignement correctif. Le criminel est considéré comme un malade, non comme un être à « punir ».

Un autre aspect intéressant de ces communautés est l'attitude adoptée envers les paresseux ou avec ceux qui tentent de s'approprier une part supérieure à leurs besoins. Le travail n'est pas obligatoire. On ne force personne à travailler, on lui permet de rester dans sa maison (ces cas sont d'ailleurs assez rares). Rapidement, alors, il s'ennuie et reprend son travail au sein de la communauté.

Dans une société où tout est gratuit, presque tous les problèmes d'égoïsme disparaissent. Chacun pouvant prendre ce qui lui est nécessaire. Ainsi, le système de vie de ces communautés libres améliore notablement la nature humaine allant, par l'exemple concret, jusqu'à modifier profondément les bases traditionnelles.

Mais là ne s'arrête pas leur œuvre. Ils entrent en contact de gramdans à gramdans, ce qui a pour résultat la construction de routes, de canaux, de digues, toutes constructions que le pouvoir central ne peut entreprendre que difficilement.

Ainsi, se crée tout un système très proche de celui que nous souhaitons. Il est évident que certains caractères spécifiques à l'histoire indienne l'empêche de cadrer exactement. Et il sera intéressant de suivre aussi l'évolution des « bhoodans », ou communautés industrielles.

Ces communautés correspondent à un système dans lequel (bien que comme les communes allemandes elles soient dans la société capitaliste) l'homme peut s'exprimer librement dans tous les actes de la vie: travail, plaisir. (contrairement au membre de la commune placé en position de défense, donc finalement de dépendance par rapport à la société actuelle).

C'est pour cela que nous voulons adopter une tactique offensive, et que nous lutterons DANS la société (et encore une fois bien monscients de tous les phénomènes d'aliénation) pour propager les idées du communisme libertaire, pour la réalisation d'une société véritablement autogérée.

Pour contact avec l'O.R.A.

ECRIRE :

[redacted] :

([redacted])

[redacted] : O.R.A., 24 rue Sainte-Marthe, Paris-10

NOTRE JOURNAL NE VIT QU'AVEC DES ABONNEMENTS - AIDEZ-NOUS !

Abonnement annuel (12 numéros)	10 F
Abonnement de soutien	20 F
Abonnement sous plis fermés	15 F

C.C.P. Richard Perez 8.693-59 PARIS

Le Directeur de la publication : R. PEREZ — Dépôt légal N° 35.186 — Imprimerie I.G.R. - Paris - Tél. : 636-64-74